

## **APPEL PRIDE RADICALE TOULOUSE 2024**

**Pride Radicale Toulouse : Contre un état impérialiste qui instrumentalise nos corps, nos enfants, qu'ils soient trans ou racisé·es : Laissez nous exister !**

Nous, trans, pédés, bi·es, gouines, intersexes, handicapé·es, fols, séropos, tox, putes et sans-papiers, racisé·es ou non, assistons à une montée alarmante du fascisme qui se banalise dans notre société en toute impunité. Le gouvernement actuel est un des plus réactionnaires sur les questions LGBTQ+. Chaque année, nous assistons à l'installation d'une politique de plus en plus répressive, nous limitant dans nos vies et dans notre existence, nous empêchant même de plus en plus violemment de lutter pour nos droits. Dans ce contexte, il est impératif de continuer la mobilisation et de nous faire entendre.

Aujourd'hui c'est nous, mais aussi nos enfants, auxquels s'attaquent le système. Inutile de rappeler que le risque de tentative de suicide chez les adolescent·es LGBTI+ est entre 2 à 7 fois plus élevé que chez le reste des adolescent·es. Ne s'intéressant pas du tout à ces risques, mais plutôt à faire monter l'idéologie anti-trans, des sénateur·ices LR ont déposé, en avril dernier, une proposition de loi visant l'interdiction des transitions de genre pour les mineur·es. Cette proposition fait suite à une pseudo "étude" de soi-disants "spécialistes" et "médecins", toutes favorables aux thérapies de conversions. Le rapport de cette loi est fondé sur de faux arguments, de faux chiffres. C'est une proposition grave et dangereuse, marquant un profond retour en arrière. Si elle était acceptée, les droits des personnes trans en France passeraient au même niveau de conservatisme que ceux en Russie ou au Texas.

Toutes ces prétendu·es expert·es osent prôner le bien-être des enfants, réutilisant ainsi l'exact argumentaire de la Manif Pour Tous il y a dix ans, tandis que les enfants intersexes continuent d'être mutilé·es en toute impunité, contre leur consentement et alors que cela nuit gravement à leur santé physique et psychique. Il ne faut pas se leurrer : le gouvernement n'en a que faire de nous, tant qu'il peut continuer à mener sa politique réactionnaire.

Alors oui, nos voix se font bien plus entendre qu'auparavant, mais ce n'est que pour faire l'objet d'une récupération politique, à gauche comme à droite, laissant un goût amer de dépossession de nos luttes. Nous ne nous laisserons pas avoir, il ne suffit pas de mettre un premier ministre ouvertement gay pour nous faire gober ses lois réactionnaires. Plus encore, nos voix sont utilisées pour vendre, à travers un pinkwashing incessant et la libéralisation de nos discours, ce qui ne nous surprend pas dans une France qui s'ancre plus que jamais dans le capitalisme. Notre émancipation ne se fera pas par une intégration au travail, elle se fera dans la libération et la justice, pas seulement pour une petite élite de personnes LGBTI+, mais bien pour toutes !

Entre des propositions de lois racistes, islamophobes, sexistes et transphobes, on retrouve des propositions de révisions de la modalité d'obtention du RSA, le désir aussi de faire des économies sur les Affections Longues Durée, mais aussi les projets de légalisation de l'euthanasie. Le message est clair, pour le gouvernement si votre corps ne vous permet pas de nourrir la machine capitaliste, alors il est préférable de mourir.

La priorité n'est pas à la santé mais à la productivité. Nous nous devons de porter une lutte contre le validisme et l'eugénisme, que cela vienne du gouvernement ou de nos propres communautés. Nous n'oublions pas que le validisme se trouve au croisement d'autres oppressions ; lorsque l'Etat répand ses outils répressifs, les victimes sont d'autant plus les personnes racisées psychiatisées. Nos combats sont aussi ceux des fols et des handicapé•es, que nous refusons de laisser de côté !

Comment penser notre libération collective pendant que la France continue d'envoyer des armes en Palestine et réprime les voix de toutes les personnes qui osent s'élever contre ces massacres incessants ? Le gouvernement et les médias préfèrent, dans un héritage colonial, perpétuer une image de "sauvages" et de "barbares" sur les corps racisés, ce qui n'a rien de surprenant venant d'un pays à l'islamophobie décomplexée. Pendant ce temps l'Etat génocidaire d'Israël continue de s'offrir une image positive en instrumentalisant les personnes LGBTI+, qui seraient si maltraitées en Palestine.

Quid des queers palestinien•nes, qui, comme l'ensemble de leur peuple, subissent bombardement et tueries ? Nous ne sommes pas dupes ! Nos luttes ne seront jamais un prétexte à justifier une extermination colonialiste. Nous ne voulons pas seulement la paix, nous réclamons la justice. Pour toutes. Encore. Pour cela, et pour bien trop d'autres raisons, nous devons marcher cette année encore, avec nos adelphe•s et nos camarades. Pour cela, et pour bien trop d'autres raisons, nous continuons de proclamer qu'il n'y a pas de libération pour quelques-un•es seulement, tant que nous ne sommes pas toutes libres !

Retrouvons-nous le vendredi 7 juin, à 19h place Belfort, plus déters que jamais, pour marcher ensemble pour la justice et la liberté. Contre un état impérialiste qui instrumentalise nos corps et nos enfants, qu'ils soient trans ou racisé•es ; laissez nous exister !

### **NOUS EXIGEONS :**

- La dépsychiatisation totale des parcours de transition ;
- La déjudiciarisation du changement d'état civil. Signez la pétition de l'asso Toutes des Femmes !
- L'annulation des propositions de loi transphobes à l'égard des mineur•es trans ;
- L'arrêt total des mutilations sur les personnes intersexes ;
- La dénonciation et la lutte contre le racisme sous toutes ses formes, y compris au sein de nos propres communautés ;
- L'abrogation des lois racistes que sont les lois Asile et Immigration, Sécurité globale, Séparatisme, de la loi de 2004 interdisant *certain*s signes religieux à l'école ;
- L'aide aux migrant•es et réfugié•es, en interdisant leur expulsion, en leur offrant un soutien matériel, moral et juridique. Des papiers pour toutes !

- L'abrogation des lois pénalisant le travail du sexe, et condamnant nos sœurs à exercer dans un contexte toujours plus dangereux ;
- Des moyens concrets de lutte contre le VIH/SIDA, pour la mise en place de politiques de prévention, de dépistage et de traitement accessibles à toutes ;
- L'abrogation des lois validistes d'un Etat qui préfère proposer aux personnes handicapées de se tuer plutôt que de leur offrir de quoi vivre correctement ;
- De réels moyens financiers pour les associations qui font un travail colossal pour tenter de protéger au mieux nos communautés ;
- La reconnaissance de l'état Palestinien, l'arrêt total de la collaboration de la France avec le gouvernement israélien, l'arrêt immédiat des massacres et la justice pour le peuple palestinien, ainsi que pour tous les peuples subissant de plein fouet l'impérialisme, notamment le Congo et le Soudan ;
- La fin de la répression envers les personnes exprimant publiquement un soutien à la Palestine, et la fin de l'instrumentalisation de l'antisémitisme et des LGBTIphobies pour justifier des positions purement racistes et sionistes;
- L'arrêt total de l'opération Wuambushu à Mayotte, et de toutes opérations (neo-)colonial quelles qu'elles soient.
- L'abandon de la loi sur le dégel du corps électoral et un processus de décolonisation de la Kanaky/Nouvelle-Calédonie